

Diplomate du Vatican: « Un vaccin pour tous »

16 avril 2021

Déclaration à la réunion ministérielle spéciale de l'ECOSOC «Un vaccin pour tous»

Par Mgr. Mirosław Wachowski, sous-secrétaire aux relations avec les États

Réunion ministérielle spéciale Ecosoc «Un vaccin pour tous»

Siège des Nations Unies, 16 Avril 2021

Monsieur le Président,

La pandémie du COVID-19 a enveloppé le monde entier dans une expérience partagée de la maladie, de la peur et de la perte et elle nous a rappelé notre profonde interconnexion. Nous devons travailler en solidarité fraternelle pour en sortir ensemble. L'exercice de cette solidarité par l'accès universel aux vaccins, en particulier pour les plus démunis, doit être une priorité.

Alors même que les pays riches vaccinent maintenant leurs populations, de nombreux pays du Sud n'ont aucun vaccin. L'affirmation récente du Secrétaire général selon laquelle 75% de tous les vaccins ont été distribués dans 10 pays, alors que 130 pays n'ont aucun vaccin, est alarmante. En raison de la pauvreté et de la fragilité des infrastructures sanitaires, des milliards de personnes vivent dans ce que le pape François appelle une sorte de «marginalité pharmaceutique», c'est pourquoi il a dit que «au niveau éthique, s'il y a une possibilité de guérir une maladie avec un médicament, il doit être accessible à tous, sinon cela crée l'injustice. »[1: Pape François, Discours aux membres de la Fondation Banco Farmaceutico, 19 septembre 2020.] Les conséquences des longs retards de vaccination dans les pays les plus pauvres signifie qu'il y aura plus de décès inutiles, ainsi que des dommages aux soins de santé, à l'éducation et aux efforts d'éradication de la pauvreté.

La communauté internationale doit travailler ensemble pour le bien commun et trouver des solutions créatives. Permettre la production de vaccins en Afrique, en Asie et en Amérique latine grâce au partage d'informations sur les brevets et à la collaboration technique pourrait accélérer considérablement le taux de vaccination tout en renforçant les capacités du système de santé. En outre, il est essentiel de leur fournir l'infrastructure nécessaire pour recevoir, stocker, transporter et distribuer des vaccins sur leur territoire. Le Saint-Siège se félicite des efforts entrepris à travers COVAX, qui a commencé à livrer des vaccins aux pays en développement et s'est engagé à répondre à au moins vingt pour cent des besoins. Les promesses des gouvernements et des sociétés pharmaceutiques de partager les vaccins avec ceux qui en ont le plus besoin sont également des signes encourageants.

En outre, les organisations de la société civile, et les organisations confessionnelles en particulier, jouent un rôle clé dans l'expansion des vaccinations. Les soutenir et libérer leur pleine vitalité peut renforcer les soins de santé à l'avenir.

Afin de faciliter non seulement la participation locale au développement et à la distribution de vaccins, mais aussi d'aider les pays en développement à se remettre du COVID-19, la question de leur endettement écrasant, aggravé par la dévastation économique causée par la pandémie, doit être abordée. L'annulation de la dette pourrait libérer des fonds qui permettraient à ces pays d'améliorer les systèmes de santé et l'accès aux soins médicaux, y compris en réponse au COVID-19.

Monsieur le Président, nous devons agir conformément à l'engagement d'assurer un accès équitable aux vaccins pour tous en travaillant ensemble au service de cet objectif commun. La réunion d'aujourd'hui est une étape importante vers l'action concrète nécessaire pour atteindre cet objectif urgent.

Merci

Traduction par Google Translate.